

## L'analyse

## Que chacun définisse les ONG à aider!



Emmanuel Garessus

La politique d'aide aux ONG est l'objet de débats particulièrement enflammés en ce moment. Qui soutenir et comment? Le flou et le mécontentement qui l'accompagnent seraient abolis si la Suisse reprenait une idée en vogue en Europe centrale. C'est l'initiative dite du 1% (voir [www.onepercent.ch](http://www.onepercent.ch)). C'est simple et efficace: chaque contribuable définit lui-même une organisation privée avec un but d'utilité publique qui recevra 1% de ses impôts sur le revenu. Une idée qui peut être adoptée au plan fédéral, cantonal ou communal.

Le secteur bénéficiaire est à préciser, mais il peut s'agir des domaines sociaux, culturels, de la santé ou du sport. Non seulement l'argent octroyé aux ONG n'est plus le résultat des rapports de force au parlement et du pouvoir discrétionnaire de l'Etat. Mais il résulte d'une responsabilisation du contribuable.

L'expérience avu le jour il y a 10 ans en Hongrie et son succès a convaincu d'autres pays d'Europe de l'Est, comme la Pologne, la Lettonie, la Roumanie et la Slova-

quie, décidément un moteur de l'innovation.

La Slovaquie, adepte de la «flat tax», a repris l'idée en 2002 et a doublé le taux à 2% de l'impôt sur le revenu en 2004, tout en l'élargissant aux entreprises et non plus seulement aux individus.

Au moment où l'aide suisse au développement essuie une pluie de critiques, le moment semble opportun d'avancer sur la voie initiée par la Hongrie. Car les dix ans de son expérience permettent un bilan. Au départ, les pessimistes craignaient une désaffection des dons à l'égard des ONG. Ils ont été déçus.

Premièrement, les faits prouvent que le secteur des ONG a été dynamisé avec le 1%. En Hongrie, le nombre d'organisations soutenues a doublé à 20 000. Les montants alloués sont en hausse pour presque toutes les ONG et les perspectives sont jugées favorables. Elles prévoient un doublement de leurs revenus en 2007. En outre, les donations privées n'ont pas été réduites par le système du 1%, bien au contraire selon les études présentées (1).

L'aspect financier n'est pas le seul qui importe. Bien des organisations recherchent avant tout une meilleure image pour la cause défendue.

Deuxièmement, la qualité d'organisation des ONG s'est accrue avec le système du 1%. C'est le mérite de la concurrence accrue pour s'attirer les grâces d'un contribuable dorénavant

plus attentif au monde de la philanthropie. Les organisations déploient tout leur savoir et les meilleurs outils de communication pour mieux se faire connaître et améliorer leur politique d'information auprès du public. Le système suisse favorise plutôt le lobbying politique que la responsabilisation du citoyen. Certes d'autres financements sont possibles. Pro Juventute profite par exemple d'un privi-

### L'expérience avu le jour il y a 10 ans en Hongrie et son succès a convaincu d'autres pays d'Europe de l'Est

lège sur les ventes de timbres. Mais avec le recul des envois postaux, d'autres idées seraient les bienvenues.

Troisièmement, les montants alloués sont en augmentation. Selon l'analyse de la Nonprofit Information and Training Centre (NIOK) depuis l'introduction du 1%, non seulement le nombre d'ONG bénéficiaires de dons privés n'a cessé d'augmenter. Mais les montants moyens sont en hausse. L'effort de communication est rentable. Les versements issus du 1% ont passé de 7 à 29,7 millions d'euros en dix ans.

Quatrièmement. Le plus important tient à la démocratisa-

tion du processus et à la responsabilisation des contribuables. Ce système remplace une délégation de pouvoir à l'Etat.

L'opération peut naturellement être modulée en fonction des particularités locales. Ainsi en Slovaquie, le nombre d'ONG susceptibles d'être désignées est défini par le pouvoir (4000 à 7000 selon les années). En Hongrie, chacun doit désigner un seul bénéficiaire parmi les quelques 30 000 organisations existantes.

L'analyse indique que la santé et le social récoltent le plus d'argent, devant la protection de l'environnement et la recherche. Sur ce plan, le nom de l'organisation joue un rôle majeur auprès du citoyen. En Hongrie, les deux leaders sont la Fondation contre le cancer des enfants et une fondation pour les chiens. En Slovaquie, l'ouverture du système aux entreprises a permis une progression des montants. Mais elle a déployé des effets secondaires moins positifs. Des entreprises ont créé une fondation pour bénéficier de leurs propres contributions. Le premier bénéficiaire est d'ailleurs la Slovak Gas Company Foundation.

Le secteur d'activité et le respect dans son secteur sont les deux grands facteurs de réussite. Mais le point crucial tient au fait que toutes les ONG interrogées affirment que leur succès est lié au système du 1% (2). D'ailleurs 40% des ONG hongroises esti-

ment qu'elles ne survivraient pas à la fin de ce système. Ces organisations sont de petites structures – puisque seules quatre d'entre elles ont un effet supérieur à 30 employés –, et presque la moitié n'ont de réserves financières que pour six mois.

(1) *Hungary's 1% System: Ten years on, Empirical analysis*, Eva Kuti, 2007, NIOK.

(2) *Percentage philanthropy project*, Sasakawa Foundation, Marianna Török, Nonprofit information and training centre, Budapest, 2007.

#### Bénéficiaires du 1%

Année	Nombre d'organisations bénéficiaires	Montant en millions d'euros
1997	8400	7,1
1998	9200	9,4
1999	10 800	12,3
2000	11 800	14,6
2001	13 200	17
2002	14 600	19,8
2003	16 400	24
2004	18 600	27,2
2005	19 300	27,2
2006	20 000	29,7

SOURCE: APEHVKSH

SR